

**Avis adopté**

Séance plénière du 9 juillet 2025

*Investir dans l'avenir : rebâtir un service public de l'enseignement supérieur*

**Déclaration du groupe Agir autrement pour l'innovation sociale et environnementale**

L'enseignement supérieur public est un pilier de notre démocratie. Il doit permettre à chacun et chacune de s'émanciper, de trouver sa voie, de s'insérer professionnellement, de contribuer à répondre aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux.

Or, aujourd'hui, l'enseignement supérieur public est fragilisé : sous-financé, saturé, confronté à une multiplication de missions. Et pendant ce même temps, nous assistons à une croissance exponentielle des établissements privés, souvent sans contrôle suffisant, avec des logiques commerciales opaques et des frais de scolarité prohibitifs. Laisser se développer le décrochage entre universités et grandes écoles publiques, c'est renforcer un modèle éducatif à deux vitesses, où l'accès à la qualité dépend des moyens financiers, et non des besoins ou des mérites au profit d'une élite à défaut de plus grand nombre. Investir dans le service public de l'enseignement supérieur n'est pas une option, c'est un devoir. Face aux défis immenses qui nous attendent – mutations économiques, crise climatique, tensions géopolitiques – nous avons besoin d'un enseignement supérieur qui forme des citoyens éclairés, critiques, capables de réussir dans les métiers dont la société a besoin : transition éco, réindustrialisation...

Notre groupe réaffirme avec force que l'université publique est une voie d'excellence, et que cette ambition doit s'incarner pleinement dans les établissements implantés dans ou proches des quartiers prioritaires, ou accueillant un fort taux d'étudiants boursiers. Véritables leviers d'émancipation, de mixité sociale et de prévention des risques de discrimination à l'emploi. Ces universités méritent des moyens renforcés pour accompagner chaque étudiant vers l'emploi.

Nous appelons à un financement adapté et pérenne de l'enseignement supérieur public pour garantir à tous un accès équitable à une formation de qualité, à la reconnaissance des personnels, au développement de dispositifs concrets d'insertion professionnelle et à un lien gagnant gagnant avec des entreprises engagées : ce sont là les conditions d'un service public de l'enseignement supérieur à la hauteur des enjeux.

L'avenir ne se prépare pas à bas coût. Il se construit avec exigence, ambition et sens du bien commun.

Merci. **Nous voterons cet avis en majorité.**